

EUROPE DIPLOMATIE & DEFENSE

LE BULLETIN DE L'AGENCE EUROPE SUR LA PSDC ET L'OTAN

UE/DÉFENSE: LE PLAN D'ACTION POUR LA DÉFENSE SUSCITE UN ENTHOUSIASME DÉBORDANT DE LA FRANCE ET PLUS MESURÉ DE L'ALLEMAGNE

Bruxelles, 22/02/2017 (EDD) – La France n'a pas tari d'éloges à l'égard du plan d'action pour la défense de la Commission européenne, lundi 20 février lors de la réunion du Conseil de l'UE consacrée à la Compétitivité, ce qui a contrasté avec la position de l'Allemagne, dont l'attitude a été plus mesurée et prudente, notamment sur le cadre à donner pour l'utilisation du budget européen en soutien de la recherche dans le domaine de la défense après 2020.

Le plan d'action pour la défense, que la Commission a présenté le 30 novembre 2016 (EDD 942), a été abordé par les ministres en tant que point divers lundi. Même si la discussion a été plutôt brève, les quelques interventions ont eu le mérite d'illustrer les différentes sensibilités des États membres et de mettre en lumière les questions qui restent en suspens, dont celle relative à la structure qui sera donnée au financement de la recherche dans le domaine de la défense dans le prochain cadre financier pluriannuel (CFP post-2020).

La discussion, à huis clos, a commencé avec l'intervention du commissaire européen au Marché intérieur et à l'Industrie Elżbieta Bieńkowska. Après avoir évoqué sa participation à la conférence de Munich sur la sécurité, elle a rappelé les grands principes qui sous-tendent le plan d'action de la Commission : assurer l'autonomie stratégique de l'UE et sa capacité d'action ; construire une base industrielle européenne solide et innovante, avec l'implication des PME ; dépenser mieux en investissant ensemble.

Elle a affirmé que la plus importante nouveauté que proposait le plan d'action était le recours au budget européen. Ce recours doit se faire, tout d'abord, sous la forme de l'action préparatoire lancée cette année (90 millions sur trois ans) et, ensuite, à travers un volet spécifique pour la recherche dans le domaine de la défense dans le prochain CFP (500 millions par an). Au sein de la Commission, la forme que prendra le programme de recherche européen en matière de défense après 2020 ne semble pas encore déterminée (EDD 954).

Les interventions des ministres ont été plutôt consensuelles. Ils ont presque tous salué la proposition de la Commission et exprimé leur soutien. Mais, c'est la France qui a fait preuve du plus grand enthousiasme, en appelant les autres États membres à soutenir fermement ce plan d'action. Elle a également souligné l'importance de pouvoir recourir à d'autres instruments financiers de l'UE pour stimuler la recherche en matière de défense, en particulier le Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFIS) et le programme pour la compétitivité des petites et moyennes entreprises (COSME).

Une telle possibilité est effectivement abordée dans le plan d'action. La Commission y rappelle que ces instruments financiers de l'UE reposent sur l'octroi de prêts de la Banque européenne d'investissement (BEI). La BEI peut déjà fournir des prêts, des garanties et des produits en capitaux propres aux fins du développement des activités à double usage. Dans le plan d'action, la Commission s'est engagée à soutenir, en accord avec les organes de décision de la BEI, l'adaptation des critères d'octroi des prêts applicables au domaine de la défense, dans les limites fixées par les traités.

Les interventions de l'Espagne et de la Pologne ont témoigné d'un souci similaire pour ces deux États membres. Ils ont surtout insisté sur l'importance des PME du secteur de la défense. L'Espagne a parlé de l'importance de la chaîne d'approvisionnement composée de PME, alors que la Pologne a plaidé pour un équilibre

Publication bihebdomadaire

N° 963
23 février 2017

1. *Le plan d'action pour la défense suscite un enthousiasme débordant de la France et plus mesuré de l'Allemagne*

3. *Carte Blanche à Frédéric Mauro*

4. *L'administration américaine peine à rassurer les Européens, selon un expert des relations internationales*

Fin de la deuxième mission de patrouille pour l'opération Sea Guardian



Éditeur responsable : Ferdinando Riccardi

Rédacteur en chef : Olivier Jehin

Rédaction :
Jan Kordys - Camille-Cerise Gessant

Éditions de l'AGENCE EUROPE
Rue du Moulin à Papier 55
B-1160 Bruxelles
Tél. +32.2.737.94.94
Fax +32.2.735.75.85
www.agenceurope.com

Imprimé à 1160 Bruxelles

Bureau de dépôt Bruxelles X
© AGENCE EUROPE

géographique dans le financement des projets de recherche. C'est un point qu'elle évoque d'ailleurs souvent dans le cadre des discussions sur le bilan du programme-cadre actuel de l'UE pour la recherche et l'innovation (Horizon 2020) et des activités de l'EFSI.

L'intervention de l'Allemagne a été la plus prudente. Elle a insisté sur le fait que les activités financées par l'UE ne devraient pas provoquer de distorsions sur les marchés et que leur objectif premier devait être d'accroître la « *performance* » du secteur de la défense. Son représentant a également mis en exergue que beaucoup de points du plan d'action restaient à préciser ou éclaircir. Mais, il a surtout témoigné de ses doutes sur la pertinence de l'idée de créer un volet pour la défense au sein même du programme-cadre de l'UE pour la recherche et l'innovation post-2020.

Mme Bieńkowska a finalement profité de cette discussion pour évoquer un sujet connexe : celui de l'application des deux directives relatives aux transferts et aux marchés publics de défense et de sécurité. Elle a dit regretter que les deux directives n'aient pas eu les résultats escomptés et qu'elle allait transmettre aux États membres des lignes directrices pour favoriser leur application. Elle n'a pas évoqué explicitement les procédures d'infraction, bien qu'elle ait parlé, une nouvelle fois, de mesures qu'elle n'hésitera pas à prendre en cas de non-respect continu des directives (EDD 942).

POLOGNE/DÉFENSE: 22/02/2017 (EDD) – La Pologne a lancé un nouvel appel d'offres afin d'acquérir 16 hélicoptères militaires (huit pour les forces spéciales et huit pour le sauvetage maritime et la lutte contre les sous-marins), lundi 20 février, soit un peu moins de cinq mois après avoir mis fin subitement au contrat pour la fourniture de 50 hélicoptères multirôles Caracal (EDD 935). Trois constructeurs vont y prendre part, les mêmes que précédemment, à savoir Lockheed Martin, Leonardo-Finmeccanica et Airbus Helicopters. Le ministère polonais de la Défense a annoncé que les négociations seront confidentielles et que l'appel d'offres sera réalisé dans le cadre de la protection des intérêts essentiels de la sécurité nationale, dans le but évident de s'exonérer de l'application de la directive sur les marchés publics de défense. Le ministère a aussi indiqué avoir préparé de nouvelles exigences pour des compensations (offset). Un centre de maintenance pour les hélicoptères devra être créé dans une usine à Łódź (entreprise Wojskowe Zakłady Lotnicze nr1), en garantissant aussi aux industries polonaises les capacités adéquates pour les moderniser.

INDUSTRIE: 22/02/2017 (EDD) – Le gouvernement allemand a demandé, mercredi 22 février, à Airbus de résoudre les problèmes de l'avion militaire A400M et de respecter ses engagements contractuels, rapporte l'AFP. *"Il est important à présent que le constructeur règle son problème"* avec l'A400M, a déclaré le porte-parole du ministère allemand de la défense Boris Nannt, ajoutant que *"c'est absolument décisif car nous avons besoin des appareils, auxquels nous avons contractuellement droit, et qui doivent respecter les exigences"*. Airbus avait annoncé auparavant une chute de son bénéfice pour 2016 après avoir passé une lourde provision de 2,2 milliards d'euros sur son avion militaire A400M. Le groupe a dit espérer *"réengager des discussions avec les clients"* pour éviter que les risques financiers n'augmentent encore. Airbus souhaite que les pénalités financières suite aux retards et les lourdeurs administratives ne viennent plus aggraver la facture, alors que le groupe doit à présent procéder seul aux investissements nécessaires pour remettre le programme sur des rails. L'armée de l'air allemande a commandé au total 53 A400M. Elle en a reçu 8 l'an dernier, selon le porte-parole. Au total, Airbus a livré 17 A400M en 2016 contre 11 en 2015, et deux depuis le début de l'année 2017. Le premier avait été livré en 2013 avec quatre ans de retard.

UE/SOMALIE: 22/02/2017 (EDD) – Le Haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité Federica Mogherini a confirmé, lundi 21 février dans la soirée, au nouveau président somalien Mohamed Abdullahi Farmajo que l'UE allait continuer de s'engager auprès de la Somalie, selon un communiqué du service européen pour l'action extérieure (SEAE). Le pays a « *un besoin urgent de développer son secteur de la sécurité, de mener une réforme économique qui s'attaque aux niveaux élevés de corruption et de terminer l'examen constitutionnel* », a ajouté le SEAE, précisant que, dans ce contexte, l'UE venait de soutenir financièrement le paiement des salaires de 6800 policiers. Mme Mogherini a aussi rappelé l'engagement de l'UE à aider le pays pour remédier aux effets de la sécheresse et à éviter la famine. Si l'Union mobilise actuellement un soutien d'environ 100 millions pour lutter contre la famine, « *en coordination avec les partenaires internationaux, l'UE entend renforcer sa réponse (à la crise) en mobilisant une aide supplémentaire* », a annoncé le SEAE. Mme Mogherini a souhaité à M. Farmajo un « *plein succès* » pour son mandat, qui a officiellement commencé le 22 février, et convenu avec le président de « *continuer à travailler en étroite collaboration* ». Saluant la transition pacifique, elle s'est dit convaincue que M. Farmajo allait « *assurer un processus de formation du gouvernement en douceur et conciliant, pour le progrès en Somalie* » et a salué l'engagement du président à éliminer la corruption.

Carte Blanche

Un dernier effort Monsieur le président !*Par Frédéric Mauro **

Donald Trump et le Brexit contraignent les Européens à réexaminer leurs appareils de défense. Or, dans la nouvelle donne géostratégique, le plus important n'est pas tant l'arrivée de nouveaux leaders et de nouvelles politiques que les évolutions technologiques sous-jacentes. L'intelligence artificielle va transformer nos vies avec une rapidité et une intensité que nous avons encore du mal à imaginer. Elle va bouleverser la façon de penser la guerre dans tous les domaines, y compris la stratégie. Or, les entreprises américaines, en particulier les géants du net, ont acquis une avance technologique considérable, disposent de trésoreries colossales et leurs investissements sont massifs. Si nous ne faisons rien, les entreprises européennes seront déclassées et auront de plus en plus de difficultés à exporter. Face à cette situation que fait l'Europe ? Ou plutôt que faisons-nous, car nous sommes l'Europe !

Pour être respectée, l'Europe doit honorer les engagements souscrits dans le cadre de l'OTAN en 2014 en portant progressivement l'effort de défense des Etats à 2 % du PIB et à 20 % de ces dépenses en équipements militaires. Mais ne nous faisons pas d'illusion, le fait de respecter ces engagements ne résoudra pas tous nos problèmes, en particulier celui de l'efficacité des appareils de défense européens.

Pour être respectée, l'Europe doit aussi être autonome dans sa capacité à conduire la guerre. Cessons de gémir et d'attendre que les affaires du monde se règlent en dehors de nous. Prenons notre destin en mains, comme nous y invite la chancelière allemande ! Comment ? Certainement pas en mettant la tête dans le sable et en priant pour que les cieux budgétaires redeviennent cléments.

La grande illusion pour la France consisterait à croire que nous pourrions continuer comme avant, en faisant un petit effort budgétaire. Or, même si notre effort financier était porté à 2 % du PIB dès 2018 cela ne suffirait pas à mettre nos moyens en accord avec nos ambitions ni à faire face aux défis du renouvellement de notre force de dissuasion nucléaire. Disons les choses : la France a déjà perdu son autonomie stratégique. Sans le renseignement militaire américain, elle ne serait pas capable d'intervenir comme elle le fait en Afrique. Croire que la France a encore les moyens d'avoir seule en Europe une défense autonome est une illusion. Et elle ne pourra pas le faire non plus avec un Royaume-Uni qui a décidé de tourner le dos à l'Europe et semble vouloir remettre son destin entre les mains des Etats-Unis.

La France n'est pas la seule concernée. Tous les Etats européens le sont. Leurs dirigeants doivent décider s'ils souhaitent confier la sécurité de leur pays au bon vouloir d'un président qu'ils n'auront pas élu, ou à une communauté de destin dans laquelle ils ont leur mot à dire. La question va bien au-delà de la vision à court terme consistant à acheter des armes américaines en échange de la sécurité. Elle est de savoir qui d'une Union politique ou d'une Alliance militaire est la plus solide.

Du reste, on ne pourra plus dire que l'Union européenne ne fait rien en matière de défense. L'année 2016 a été marquée par la publication d'une stratégie globale, le lancement d'une action préparatoire en matière de recherche de défense, l'adoption d'un plan de collaboration avec l'OTAN, la fixation d'un niveau d'ambition militaire, un plan d'action pour la défense très ambitieux et enfin une décision du Conseil européen en décembre donnant mandat à la Haute représentante de proposer des mesures pour améliorer la politique de sécurité et de défense commune, en particulier en établissant la coopération structurée permanente (CSP). Malheureusement, les institutions européennes ont beau proclamer en chœur leur désir d'avancer, les clefs de la défense européenne restent dans les mains des Etats membres. Le risque est grand de voir ceux-ci s'empêtrer dans des discussions sans fin sur la CSP.

La CSP a pour objet de permettre à une avant-garde d'Etats membres, capables et désireux, de se doter d'une capacité autonome reposant sur des moyens militaires crédibles. Pour l'établir, nulle modification des traités n'est nécessaire. Il suffit de les appliquer. Et pour cela la signature de deux Etats suffit. Davantage si c'est possible. Avec un peu de volonté, la CSP peut être établie en deux mois. L'Allemagne y est prête. Elle n'attendra pas indéfiniment. Et nos populations réclament plus de sécurité. Alors de quoi avons-nous peur ? Cela pourrait être le dernier geste d'un quinquennat qui n'a guère brillé par son engagement en faveur de la défense européenne. Alors un dernier effort Monsieur le Président. Montrons à l'Amérique de M. Trump ce que nous valons.

* Avocat au Barreau de Paris, établi à Bruxelles

UE/ÉTATS-UNIS: L'ADMINISTRATION AMÉRICAINE PEINE À RASSURER LES EUROPÉENS, SELON UN EXPERT DES RELATIONS INTERNATIONALES

Bruxelles, 22/02/2017 (EDD) – Un expert des relations internationales, de l'UE et des États-Unis a confié, mardi 21 février, à EDD, que les Européens s'inquiétaient toujours, malgré la visite du vice-président Mike Pence à Bruxelles la veille, de l'avenir des relations transatlantiques.

« Beaucoup de responsables européens disent que ce qui les a frappés, c'est qu'autant sur l'OTAN, les choses sont concrètes et claires, autant sur l'UE, les déclarations sont plus vagues, plus imprécises. M. Pence n'a pas totalement dissipé le malaise par rapport aux déclarations de M. Trump sur l'UE », a expliqué cet expert qui a requis l'anonymat. Fin janvier, le président américain Donald Trump avait salué la décision du Royaume-Uni de sortir de l'Union et estimé que l'UE était « un instrument au service de l'Allemagne ».

Certes, « les Européens tiennent compte de la tonalité générale et veulent y voir la tonalité positive mais cela reste encore très général ». Mais, ajoute cet expert, « ni M. Trump, ni M. Pence ne s'expriment vraiment sur l'UE, et la volonté que l'UE se renforce, soit unie ». « On attend de Washington des indications un peu plus complètes sur ce qu'ils vont faire », a-t-il ajouté, en rappelant que l'administration se mettait actuellement en place et qu'il fallait donc lui laisser du temps.

Si les propos généraux sont plutôt rassurants, il va désormais falloir scruter les actions de l'administration américaine. Alors que M. Trump a qualifié l'accord avec l'Iran d'un des plus mauvais accords, selon cet expert, les États-Unis ne devraient pas remettre en cause l'accord mais en demander un respect intégral. En outre, la nouvelle administration n'a pas encore pris position sur la question des sanctions contre la Russie, en lien avec l'Ukraine. « Ceci doit être vu dans un cadre plus général d'une future relation avec la Russie. (...) M. Trump sait que quand on veut négocier, on ne fait pas de concessions avant », a-t-il ajouté.

OTAN/MÉDITERRANÉE: FIN DE LA DEUXIÈME MISSION DE PATROUILLE POUR L'OPÉRATION SEA GUARDIAN

Bruxelles, 22/02/2017 (EDD) – L'opération navale de l'OTAN *Sea Guardian*, lancée en novembre 2016 (EDD 932), vient d'achever sa seconde mission de patrouille, en ayant effectué 600 heures de surveillance dans l'est de la Méditerranée.

Cette mission a été menée au cours du mois de février par trois navires : la frégate turque TCG *Gaziantep* (F490), la frégate italienne ITS *Aviere* (F583) et la frégate grecque HS *Navarinon* (F461). Un avion de patrouille maritime turc y a aussi participé, bien que de manière limitée (8 heures de vol).

Cette mission a consisté à surveiller le trafic maritime dans l'est de la Méditerranée. Plus de 400 bateaux ont été identifiés. Des discussions informelles ont été menées avec 30 bateaux à propos des activités dans la région, a indiqué le commandement maritime de l'OTAN à Northwood (MARCOM), lundi 20 février.

Ce commandement ne fournit pas de détails quant au soutien apporté à l'opération navale de l'UE (EUNAVFOR Med Sophia). Il évoque sommairement une coordination pour une meilleure analyse de la situation (*situational awareness*). Des ravitaillements en mer se sont bien déroulés en soutien de l'opération de l'UE, mais ceux-ci ont eu lieu au cas par cas, sans être médiatisés.

Lors de leur réunion au Portugal, le 6 février, les ministres de la Défense d'Italie, de France, d'Espagne et du Portugal avaient estimé qu'il était indispensable de renforcer la synergie entre ces deux opérations.

UE/BÉLARUS: 22/02/2017 (EDD) – Les ambassadeurs des États membres de l'UE se sont mis d'accord, mercredi 22 février, sur la prolongation, pour un an, des mesures restrictives à l'encontre de quatre personnes liées à la disparition de deux hommes politiques, d'un homme d'affaires et d'un journaliste. Il s'agit de Vladimir Naumov, Dmitri Pavlichenko, Viktor Sheiman et Iury Sivakov. Les sanctions actuelles ont cours jusqu'au 28 février 2017. L'embargo sur les armes va lui aussi être prolongé, tout en étant amendé afin de permettre l'exportation des armes utilisées dans le biathlon, laquelle restera cependant soumise à autorisation. La décision devrait être formellement adoptée lors du Conseil "Transports, télécommunications et énergie" du lundi 27 février.

RUSSIE/DÉFENSE: 22/02/2017 (EDD) – L'armée russe a créé un département chargé de mener une guerre de l'information car la propagande est devenue une arme dont la puissance et l'efficacité sont sans précédent dans l'histoire, a déclaré le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou, mercredi 22 février, selon *Reuters*. Le ministre a expliqué aux députés de la Douma que les personnels employés dans cette guerre de l'information disposaient d'une compétence et d'une efficacité inédite. La semaine dernière, le général Petr Pavel, qui préside le comité militaire de l'OTAN, avait accusé la Russie d'être à l'origine d'une fausse information selon laquelle des soldats allemands de l'Alliance atlantique étaient responsables d'un viol en Lituanie. Les agences de renseignement européennes estiment que la Russie pourrait tenter d'influencer l'élection présidentielle en France ainsi que les élections générales en Allemagne en septembre.